Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

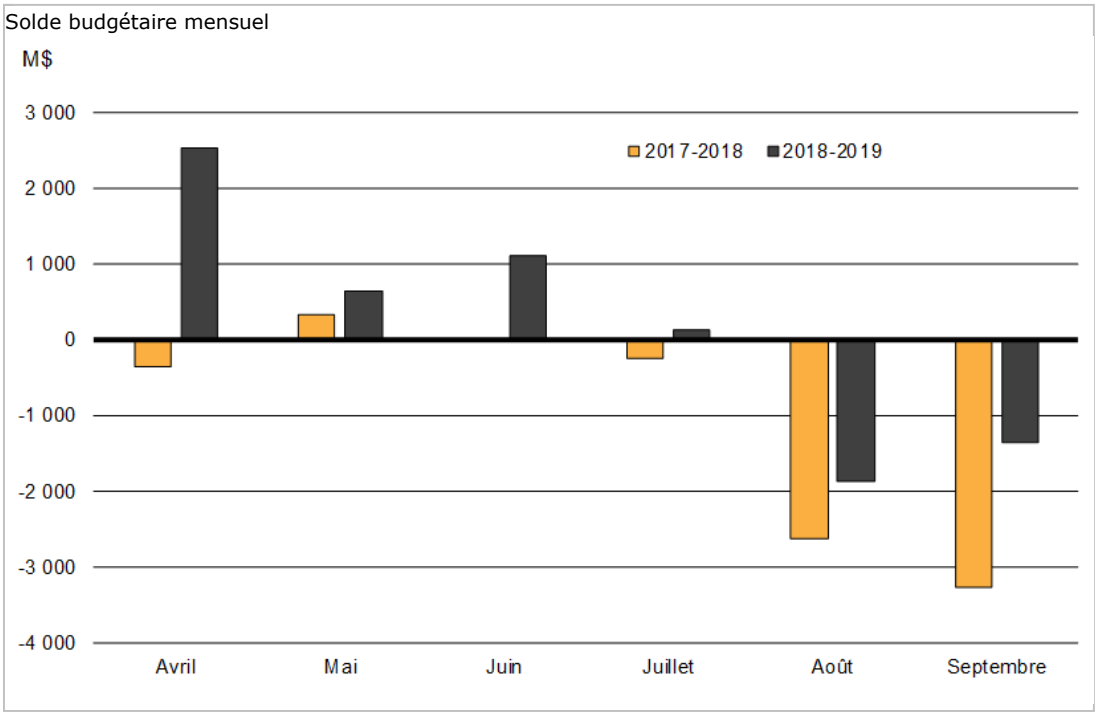
Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2018

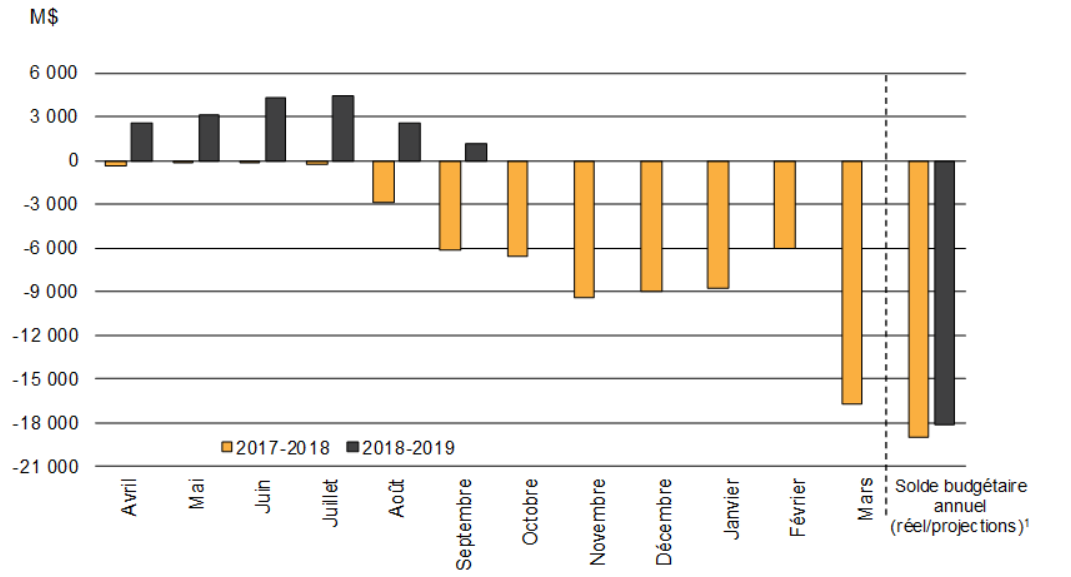
Le mois de septembre 2018 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,3 milliards en septembre 2017. Les revenus ont augmenté de 3,0 milliards (13,4 %) en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,5 milliard (2,2 %), principalement en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard, sous l'effet de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.



D'avril à septembre 2018

Pour la période d'avril à septembre de l'exercice 2018-2019, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 6,2 milliards pour la même période de 2017-2018. Les revenus ont augmenté de 12,9 milliards (8,8 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux, des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 4,0 milliards (2,8 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,5 milliard (14,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Solde budgétaire cumulatif à ce jour



[1] Source : *Énoncé économique de l'automne 2018*. Les projections de 2018-2019 incluent un ajustement en fonction du risque de 3 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations
(M$)

	Septembre		Avril à septembre	
	2017 Redressés[1]	**2018**	**2017-2018 Redressés[1]**	**2018-2019**
Opérations budgétaires				
Revenus	22 252	25 234	146 342	159 247
Charges				
Charges de programmes	-23 913	-24 436	-141 786	-145 769
Frais de la dette publique	-1 614	-2 154	-10 736	-12 273
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 275	-1 356	-6 180	1 205
Opérations non budgétaires	3 303	2 328	-6 323	-10 882
Ressources ou besoins financiers	28	972	-12 503	-9 677
Variation nette dans les activités de financement	-1 082	-6 025	12 756	7 729
Variation nette dans l'encaisse	-1 054	-5 053	253	-1 948
Encaisse à la fin de la période			37 154	35 730

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Revenus

En septembre 2018, les revenus se sont chiffrés à 25,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 3,0 milliards (13,4 %) comparativement à septembre 2017.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (13,3 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu, des revenus de droits de douane à l'importation et des autres taxes et droits d'accise.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (19,1 %), principalement en raison de la hausse des revenus tirés des intérêts et des pénalités.

Pour la période d'avril à septembre de l'exercice 2018-2019, les revenus ont totalisé 159,2 milliards de dollars, soit une

hausse de 12,9 milliards (8,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 11,2 milliards de dollars (9,2 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu, des revenus tirés de la taxe sur les produits et services et des revenus de droits de douane à l'importation.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (4,9 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (8,7 %), principalement en raison de la hausse des revenus tirés des intérêts et des pénalités.

Tableau 2
Revenus

	Septembre			**Avril à septembre**		
	2017	**2018**	**Variation**	**2017-2018**	**2018-2019**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	11 989	13 752	14,7	70 871	75 890	7,1
Sociétés	2 350	2 876	22,4	19 544	22 988	17,6
Non-résidents	507	396	-21,9	3 520	4 114	16,9
Total des revenus d'impôt sur le revenu	14 846	17 024	14,7	93 935	102 992	9,6
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 564	2 536	-1,1	19 081	20 413	7,0
Taxes sur l'énergie	537	545	1,5	2 831	2 882	1,8
Droits de douane à l'importation	471	719	52,7	2 924	3 509	20,0
Autres taxes et droits d'accise	497	611	22,9	3 054	3 198	4,7
Total des autres taxes et droits	4 069	4 411	8,4	27 890	30 002	7,6
Total des revenus fiscaux	18 915	21 435	13,3	121 825	132 994	9,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 225	1 284	4,8	10 558	11 073	4,9
Autres revenus	2 112	2 515	19,1	13 959	15 180	8,7
Total des revenus	22 252	25 234	13,4	146 342	159 247	8,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

En septembre 2018, les charges de programmes ont totalisé 24,4 milliards de dollars, soit 0,5 milliard (2,2 %) de plus qu'en septembre 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,5 milliard de dollars (6,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard (19,6 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 4 millions (0,2 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,3 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) et des transferts de péréquation.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,6 %).
    - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, organismes, sociétés d'État consolidées et autres entités du gouvernement, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (3,5 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Pour la période d'avril à septembre de l'exercice 2018-2019, les charges de programmes se sont élevées à 145,8 milliards de dollars, soit une hausse de 4,0 milliards (2,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (2,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (5,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard (5,8 %), tandis que les prestations pour enfants ont augmenté de 0,3 milliard (2,8 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (2,8 %), en raison principalement des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS et des transferts de péréquation, qui ont été compensées en partie par l'effet de la variation du calendrier annuel des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (3,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (4,4 %), sous l'effet d'augmentations observées dans de nombreux ministères.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (2,7 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (14,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3
Charges

	Septembre			Avril à septembre		
	2017 Redressés[1]	**2018**	**Variation**	**2017-2018 Redressés[1]**	**2018-19**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 202	4 436	5,6	25 014	26 329	5,3
Prestations d'assurance-emploi	1 388	1 660	19,6	9 688	9 127	-5,8
Prestations pour enfants	1 972	1 976	0,2	11 605	11 935	2,8
Total	7 562	8 072	6,7	46 307	47 391	2,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 096	3 215	3,8	18 575	19 292	3,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 146	1 180	3,0	6 874	7 080	3,0
Péréquation	1 521	1 580	3,9	9 127	9 479	3,9
Formule de financement des territoires	251	257	2,4	2 180	2 241	2,8
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	s.o.	1 036	1 085	4,7
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	11	0	-100,0	300	31	-89,7
Autres arrangements fiscaux[2]	-406	-427	5,2	-2 414	-2 546	5,5
Total	5 619	5 805	3,3	35 678	36 662	2,8
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	3 299	3 386	2,6	16 983	17 725	4,4
Autres charges de programmes directes	7 433	7 173	-3,5	42 818	43 991	2,7
Total des charges de programmes directes	10 732	10 559	-1,6	59 801	61 716	3,2
Total des charges de programmes	23 913	24 436	2,2	141 786	145 769	2,8
Frais de la dette publique	1 614	2 154	33,5	10 736	12 273	14,3

Total des charges	25 527	26 590	4,2	152 522	158 042	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

[2] Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes; les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; et les paiements aux provinces relativement à la réglementation des valeurs mobilières.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

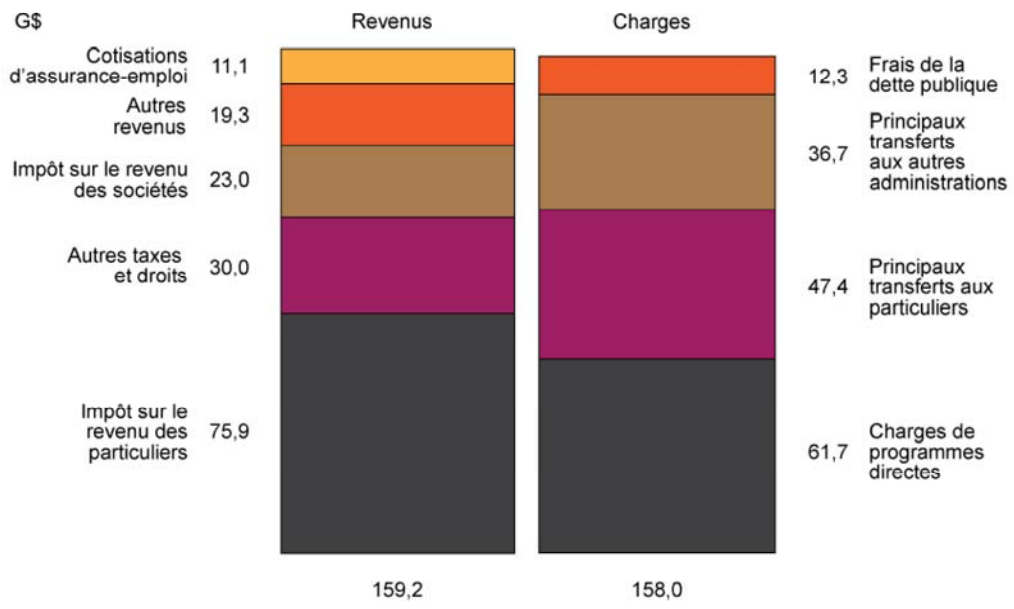
Tableau 4
Total des charges, par article de charges

	Septembre			Avril à septembre		
	2017	**2018**	**Variation**	**2017-2018**	**2018-2019[1]**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert	16 480	17 263	4,8	98 968	101 778	2,8
Autres charges						
Personnel	4 405	4 157	-5,6	25 770	26 941	4,5
Transports et communications	210	222	5,7	1 171	1 273	8,7
Information	14	16	14,3	81	92	13,6
Services professionnels et spéciaux	898	868	-3,3	4 215	4 376	3,8
Location	202	210	4,0	1 418	1 482	4,5
Réparation et entretien	240	285	18,8	1 059	1 241	17,2
Services publics, fournitures et approvisionnements	204	192	-5,9	1 081	1 109	2,6
Autres subventions et charges	842	802	-4,8	5 537	4 996	-9,8
Amortissement des immobilisations corporelles	403	410	1,7	2 418	2 413	-0,2
Perte nette sur cession de biens	15	11	-26,7	68	68	0,0
Total des autres charges	7 433	7 173	-3,5	42 818	43 991	2,7
Total des charges de programmes	23 913	24 436	2,2	141 786	145 769	2,8
Frais de la dette publique	1 614	2 154	33,5	10 736	12 273	14,3
Total des charges	25 527	26 590	4,2	152 522	158 042	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Certains résultats cumulatifs de l'exercice 2018-2019 ont été rajustés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Revenus et charges (d'avril à septembre 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 9,7 milliards de dollars d'avril à septembre 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars et des besoins de 10,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 9,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 12,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
(M$)

	Septembre		Avril à septembre	
	2017 Redressés[1]	**2018**	**2017-2018 Redressés[1]**	**2018-2019**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 275	-1 356	-6 180	1 205
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	4 111	2 569	-11 525	-6 929
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	787	648	2 873	3 797
Comptes d'opérations de change	445	1 142	4 065	2 211
Prêts, placements et avances	-1 985	-2 023	-1 725	-9 182
Actifs non financiers	-55	-8	-11	-779
Total des opérations non budgétaires	3 303	2 328	-6 323	-10 882
Ressources ou besoins financiers	28	972	-12 503	-9 677

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Activités nettes de financement en hausse de 7,7 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 9,7 milliards de dollars en diminuant ses soldes de trésorerie de 1,9 milliard et en augmentant la dette non échue de 7,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de septembre 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 35,7 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de moins qu'à la fin de septembre 2017.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
(M$)

	Septembre		Avril à septembre	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Ressources ou besoins financiers	28	972	-12 503	-9 677
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 911	-6 065	20 128	-6 487
Bons du Trésor	-2 800	1 500	-2 500	17 800
Titres au détail	-76	-80	-333	-241
Total	-965	-4 645	17 295	11 072
Emprunts en devises	-159	-365	-592	-125
Total	-1 124	-5 010	16 703	10 947
Réévaluation de swaps de devises	106	-760	-3 309	-2 121
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-47	-202	-682	-872
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autres dette non échue	-17	-53	44	-225
Variation nette dans les activités de financement	-1 082	-6 025	12 756	7 729
Variation dans l'encaisse	-1 054	-5 053	253	-1 948
Trésorerie à la fin de l'exercice			37 154	35 730

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dette fédérale

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulatif de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers, de même que certains gains ou pertes actuariels au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a diminué de 2,9 milliards de dollars d'avril à septembre 2018, en raison de l'excédent budgétaire de 1,2 milliard dégagé pendant cette période et des gains de 1,7 milliard constatés au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2018	**30 septembre 2018**	**Variation**
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	154 824	141 071	(13 753)
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	574 968	568 481	(6 487)
Bons du Trésor	110 700	128 500	17 800
Titres au détail	2 586	2 345	(241)
Total partiel	688 254	699 326	11 072
Payable en devises	16 049	15 924	(125)
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 835	5 714	(2 121)
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 467	2 595	(872)
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 596	5 371	(225)
Total de la dette non échue	721 201	728 930	7 729
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	170 914	169 737	(1 177)
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	104 793	109 556	4 763
Autres passifs	5 670	5 881	211
Total des régimes de retraite et autres passifs	281 377	285 174	3 797
Total de la dette portant intérêt	1 002 578	1 014 104	11 526

Total des passifs	1 157 402	1 155 175	(2 227)
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	173 206	164 434	(8 772)
Comptes d'opérations de change	96 938	94 727	(2 211)
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	126 371	137 222	10 851
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 124	2 124	-
Total des actifs financiers	398 639	398 507	(132)
Dette nette	758 763	756 668	(2 095)
Actifs non financiers	87 509	88 288	779
Dette fédérale (déficit accumulé)	671 254	668 380	(2 874)

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 septembre 2018 inclut des gains de 1,0 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à septembre 2018.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.

2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada maintenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.

3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux politiques comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.

4. Les résultats financiers qui sont présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.

5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.

6. Les résultats d'avril à mars qui sont présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de

mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.

7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers définitifs du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

8. Changement comptable et redressement

   Lors de la préparation des résultats définitifs de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a appliqué un changement dans la méthode de calcul des taux d'actualisation utilisés pour évaluer ses obligations au titre des prestations de retraite non capitalisées. Ce changement a donné lieu à une détérioration de 0,5 milliard de dollars du solde budgétaire de 2017-2018. Des précisions au sujet de ce changement à la convention comptable se trouvent à la note 3 des états financiers consolidés condensés publiés dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2017-2018, lequel est affiché sur le site Web du ministère des Finances.

   Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2017-2018 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte de ce changement à la convention comptable.

   Le tableau qui suit fournit un aperçu des redressements des résultats financiers de l'exercice 2017-2018.

Tableau 8
Sommaire des redressements
(M$)

	Septembre 2017			**Avril à septembre 2017-2018**		
	Publiés antérieurement	**Effet du changement à la convention comptable**	**Redressés**	**Publiés antérieurement**	**Effet du changement à la convention comptable**	**Redressés**
Charges de programmes	-23 680	-233	-23 913	-140 388	-1 398	-141 786
Frais de la dette publique	-1 805	191	-1 614	-11 882	1 146	-10 736
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 233	-42	-3 275	-5 928	-252	-6 180
Opérations non budgétaires	3 261	42	3 303	-6 575	252	-6 323

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Novembre 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134